

— shortcut —



La Convention Citoyenne sur la fin de vie en France

Numéro 11 – Août 2023

shortcut
De quoi s'agit-il

La seconde Convention Citoyenne organisée par Conseil économique, social et environnemental

Lors de sa campagne pour sa réélection, le Président de la République française, Emmanuel Macron, s'est engagé à ouvrir le débat public sur le suicide assisté et l'euthanasie. Depuis des années, la tension monte entre un nombre croissant de citoyens français en faveur d'un changement de la loi pour introduire une aide active à mourir et leurs concitoyens qui ne souhaitent pas que le pays aille au-delà de la loi existante.

Le 13 septembre 2022, le Président Emmanuel Macron a annoncé le lancement d'un débat national pour analyser cette question. «Le temps nécessaire sera pris, et toutes garanties doivent être données pour assurer les conditions d'un débat ordonné, serein et éclairé»,

a déclaré l'Élysée. La Première ministre, Élisabeth Borne, a ensuite rédigé une lettre au Conseil économique, social et environnemental (CESE) le chargeant d'organiser la Convention Citoyenne sur la fin de vie (CCFV). Depuis 2021, le CESE est reconnu comme la troisième assemblée constitutionnelle de la République française avec un mandat consultatif auprès des citoyens afin de mener des débats nationaux. La CCFV a ainsi convié les citoyens à se prononcer sur la question suivante :

Le cadre d'accompagnement de la fin de vie est-il adapté aux différentes situations rencontrées ou d'éventuels changements devraient-ils être introduits?

shortcut
Comment ça marche
Les acteurs de la Convention

Organisation stratégique et opérationnelle

Comité de Gouvernance

Il a pour mission centrale d'arbitrer les aspects méthodologiques structurants, à toutes les étapes du processus. Il s'assure autant que possible, par ses décisions, que les débats sont sereins et apaisés.

Comité de Pilotage

Il est en charge des aspects opérationnels, administratifs et budgétaires de la Convention.

Mise en oeuvre opérationnelle

Tirage au sort

Prestataire chargé du recrutement des citoyennes et citoyens membres de la Convention, sur la base de critères arbitrés par le Comité de gouvernance.

Plateforme participative ou site Web

Prestataire de services responsable de la mise en place de la plateforme participative pour le grand public.

Animation

Prestataires chargés de l'animation et de la facilitation des séquences de travail, grâce à des méthodes d'intelligence collective et de délibération.

Appui aux travaux

Experts et personnes auditionnées

Ils sont reçus par les citoyennes et citoyens afin d'éclairer des aspects de la question posée et de répondre aux questions des membres.

Vérificateurs de faits (fact-checkers)

Ils sont à la disposition des citoyennes et citoyens afin de répondre aux questions factuelles et de vérification de faits. Ils permettent ainsi de faire progresser la réflexion pendant les travaux.

Groupe de rédaction

Responsable de la rédaction de textes sur la base des rapports faits par les sous-groupes ; discussions de groupes et rédaction des versions finales.

Garant du dispositif

Collège des garants

Il est constitué de 4 garants internationaux, les garants ont la charge de veiller au respect des principes essentiels de la Convention (sincérité, égalité, transparence, respect de la parole citoyenne) et de conseiller la Gouvernance. Leurs observations sont rendues publiques.

Observateurs neutres

Chercheurs, observateurs et évaluateurs

Ils sont présents afin d'observer les travaux, dans le cadre de projets de recherches universitaires. Ils observent les travaux, dans une posture de retrait et de neutralité, afin de tirer des enseignements utiles.

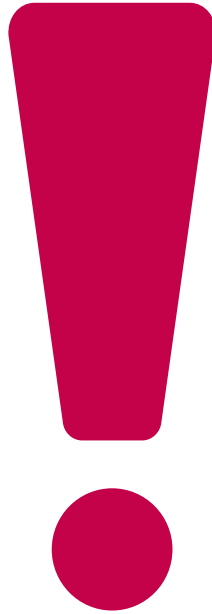


Convention Citoyenne en France 2022-2023

La Convention Citoyenne sur la fin de vie a débuté avec **185 participants** mais une personne a dû quitter le projet pour des raisons professionnelles.

Le processus de tirage au sort a abouti à un **échantillon représentatif de la France** sur la base des **six critères** suivants : sexe, âge, région d'origine (Outre-Mer comprise), niveau de diplôme, catégorie socioprofessionnelle et territoires de résidence (urbain/péri-urbain/rural).

Les participants de la CCFV se sont engagés sur un total de **neuf weekends**, répartis sur **27 jours** au Palais d'Iéna à Paris.



Ils ont reçu un **défraiement** en plus de la prise en charge de leurs dépenses (transport, logement, repas et garde d'enfants).

Le **rapport final** comprend **65 propositions** et a reçu l'approbation de **92 pour cent des participants**.

Au terme des débats, 76 pour cent des participants ont voté en faveur de l'introduction d'un modèle français pour le suicide assisté et l'euthanasie au sein d'un cadre bien défini de directives strictes.

Les coûts de la CCFV sont estimés à environ **cinq millions d'euros**.

shortcut Bon à savoir

Le fonctionnement de la CCFV

Un processus de co-création en évolution

- » Les 184 citoyens français tirés au sort par voie démocratique représentaient une grande variété d'opinions.
- » Compte tenu de la sensibilité du sujet, une place suffisante a été ménagée aux voix minoritaires tout au long du processus afin que chacun et chacune exprime son propre point de vue.
- » Des sessions préliminaires ont été organisées pour favoriser l'esprit de groupe et construire de la cohésion sociale. La partie « Une conviction commune » du rapport final détaille les points de consensus avec des sous-sections précisant les points de divergence.
- » Une innovation de la CCFV, méritant d'être notée, a été l'intégration d'une équipe de dessinateurs chargés de raconter l'histoire du processus. Par un biais accessible, ils ont apporté une touche d'humour, de l'empathie et de la nuance lors des sessions.

Les participants présents à l'Élysée

- » Le Président Emmanuel Macron a reçu les participants de la CCFV à l'Élysée en avril 2023.
- » Il a demandé à l'Assemblée nationale de s'appuyer sur le rapport de la CCFV et de formuler un projet de loi d'ici la fin de l'été 2023.
- » Le CESE s'est engagé à faire une session de suivi avec les participants de la CCFV sous six mois. Les participants ont également envisagé de créer l'association « Les 184 », afin d'aider à l'orientation de leur travail dans les mois à venir.

Une institution pour piloter les assemblées citoyennes

- » Avec le succès de la CCFV, Emmanuel Macron a annoncé son intention d'engager le CESE pour piloter d'autres assemblées citoyennes portant sur des questions publiques d'importance nationale.
- » Cet organe consultatif a été reconnu comme la troisième assemblée de la République française et a pour mission d'animer une participation citoyenne innovante et des consultations publiques.
- » Des institutions telles que le CESE peuvent ainsi, au fil du temps, augmenter le nombre d'assemblées citoyennes dans un pays et créer des plateformes pour les organes publics qui les organisent à différents niveaux gouvernementaux.



Les leçons à tirer

Trois domaines devront être améliorés lors des futures assemblées citoyennes : la sélection du sujet, le développement de solides plans participatifs et un lien plus fort avec le grand public.

Pour une plus grande influence des citoyens sur l'agenda politique, ils devraient pouvoir choisir les sujets des débats. De plus en plus de plateformes délibératives prévoient des mécanismes permettant aux citoyens de s'exprimer sur un sujet, en trouvant un équilibre entre cette nécessité et l'existence d'une volonté politique. Cela pourrait aboutir à un intérêt plus prononcé pour certains sujets.

Au cours de la phase de conception, il faudrait développer un plan pour intégrer les assemblées citoyennes au processus de prise de décision politique. Les participants devraient clairement avoir plus de marge de manœuvre et de responsabilité tout au long du processus. Ces plans visant à faire davantage entendre ces voix et les intégrer dans le processus de prise de décision n'existaient pas et ont évolué peu à peu. En outre, afin de garantir une plus grande transparence, les citoyens devraient commencer à s'engager le plus tôt possible pour contribuer à la conception des assemblées citoyennes.

Une forte liaison entre les assemblées citoyennes et le grand public est un élément important pour renforcer la légitimité. Certaines sessions de la CCFV ont été retransmises en direct et, après la phase d'appropriation et de rencontres, les personnes du public pouvaient s'inscrire et assister personnellement aux sessions. Les conférences de presse avec les participants ont également contribué à mieux faire connaître la CCFV. Se focaliser davantage sur les profils des participants aurait toutefois été bénéfique. Une campagne d'information publique en ligne aurait permis de créer une meilleure connexion entre la CCFV et le grand public.

Une assemblée citoyenne n'a pas besoin d'un mandat impératif pour fournir des résultats. Une volonté politique associée à un processus participatif fort peuvent avoir un impact déterminant.



**L'avenir
de la démocratie**



shortcut **Pour aller plus loin**

La CCFV n'est pas la première Convention citoyenne établie par le CESE

La Convention Citoyenne sur la fin de vie est la seconde assemblée citoyenne nationale organisée en France. La première fut la Convention Citoyenne pour le climat (2019-2020) mise en place à la suite du Grand Débat National (2019) lancé par le Président Emmanuel Macron. Les sources citées en référence proposent des informations détaillées sur ces processus.

Auteurs :

Marjan H. Ehsassi
mehsassi@berggruen.org

Lina Grob
lina.grob@outlook.de

Christian Huesmann
christian.huesmann@bertelsmann-stiftung.de

Sources et lectures connexes

Convention Citoyenne sur la fin de vie :
<https://conventioncitoyennesurlafindevie.lecese.fr>

Lien vers le site Internet du CESE : <https://www.lecese.fr>

Ehsassi, M. et Landemore, H. Learnings from the French Citizens' Convention on the End of Life : [RD-Note-CCFV.pdf \(newdemocracy.com.au\)](#)

Site Internet de la Convention Citoyenne pour le climat :
<https://www.conventioncitoyennepourleclimat.fr>

Site Internet du Fonds d'action démocratique : <https://www.demafund.org>

Shortcut #4 Convention Citoyenne pour le climat :
[Shortcut 4 - The French Climate Citizens' Council \(bertelsmann-stiftung.de\)](#)

Putting The Public Back In Public Policy :
<https://www.noemamag.com/putting-the-public-back-in-public-policy>



L'avenir de la démocratie



Mentions légales

© Août 2023 Bertelsmann Stiftung

Bertelsmann Stiftung, Carl-Bertelsmann-Straße 256, 33311 Gütersloh, www.bertelsmann-stiftung.de/en

Responsables : Dr Dominik Hierlemann, Prof Dr Robert Vehrkamp, Anna Renkamp

Photo de couverture : © Katrin Baumann / CESE

La série des shortcuts présente et analyse des approches, des méthodes et des projets intéressants, dont le but est de répondre aux défis démocratiques, dans un format condensé et illustré. Les shortcuts sont publiés par le projet « New Democracy » de la Bertelsmann Stiftung à intervalles irréguliers.